

COMMUNIQUE

DU COMITE CENTRAL (ELARGI) DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE D'URUGUAY

REALISE DANS LA PREMIERE SEMAINE DU MOIS DE JANVIER 1979.

Le Comité Central (élargi) du Parti Communiste Révolutionnaire d'Uruguay, réuni dans la première semaine du mois de janvier 1979, a analysé longuement et d'une façon approfondie l'actuelle situation nationale dans les domaines économique, social, politique et institutionnel, et ses perspectives immédiates, ainsi que les tâches à développer par le Parti.

Comme résumé des rapports et discussions développés on a approuvé les conclusions suivantes :

Notre Parti comprend que la dictature oligarchique qui opprime notre peuple a échoué complètement dans l'application de ses plans économiques. Elle a augmenté la dépendance extérieure et la crise structurelle interne s'est aggravée. La récession, l'inflation, la ruine de l'industrie moyenne et petite, la crise financière, le déficit budgétaire, le chômage, les endettements extérieurs, et la misère générale sont des faits éloquentes qui forment un cadre dramatique de la situation du pays.

Il existe un état général de mécontentement dans toutes les classes et couches sociales de la population. La haine à la dictature est intense et s'exprime sous différentes formes de protestation populaire malgré la dure répression; le salaire réel et en général le niveau de vie, ont descendu au niveau le plus bas du siècle. le chômage a pris des dimensions énormes et la misère est aujourd'hui un trait caractéristique de la société uruguayenne.

Face à cette situation, croît le mécontentement, avec le désespoir, la haine antidictatoriale; et s'élève une clameur générale de protestation.

Les ouvriers protestent, réclamant de meilleurs salaires et sources de travail; les paysans protestent, réclamant de meilleurs prix pour leurs produits, et des diminutions pour le montant du bail et des terres pour travailler; les intellectuels et les étudiants protestent, réclamant des conditions de travail digne et la liberté. Aussi les commerçants réclament protection et défendent leurs justes droits; de même font les industriels, les éleveurs et les agriculteurs.

Toutes les classes, secteurs et couches sociales qui forment la Nation, élèvent, chaque fois plus fermement, leur voix de protestation, et, font entendre leurs justes revendications.

Cet état d'animation générale s'est manifesté dans les dernières années dans différentes luttes ouvrières et estudiantines, par pétitions et déclarations des corporations des commerçants, des industriels, des agriculteurs et des éleveurs. L'Eglise Catholique a réclamé la liberté et de meilleurs conditions de vie pour le peuple uruguayen.

De cette façon se sont aiguës ainsi toutes les contradictions avec la dictature parallèlement à une grande avancée de la conscience des masses. Toutes les contradictions sociales sont en train de se tendre et de s'aiguiser de telle façon qu'il n'est pas aventureux de prédire que, dans un temps plus ou moins court, on peut se donner des conditions pour un important éclatement des masses.

Dans le domaine politique, le régime n'a pu donner de solution à aucun problème. Il n'a obtenu l'appui d'aucun secteur de la société uruguayenne. Il n'a obtenu non plus l'accord, ni même partiel, d'aucun des grands Partis nationaux. Et en plus, dans les propres équipes dictatoriales ont surgi et se sont développées des contradictions de types différents.

Dans les Forces Armées ont apparu une large gamme de contradictions qui ont produit plusieurs crises politiques dans les dernières années. Les secteurs démocratiques, patriotiques, nationalistes de différentes origines dans les Forces Armées, ont crû en nombre et influence, particulièrement chez les jeunes officiers. Au contraire, les secteurs anti-nationaux et rétrogrades, bien qu'ils s'accrochent désespérément au pouvoir par le moyen de la répression terroriste, ils se sont vu affaiblis et chaque fois plus isolés.

Les grandes forces politiques nationales n'ont jamais été prêtes à servir de support à la dictature qui a vu ainsi augmenter d'année en année son isolement. Et cette attitude anti-dictatoriale a été bien clair depuis le jour du putsch. Alors, pour la préparation et le postérieur déchaînement du putsch réactionnaire du 27 juin 1973, les militaires putschistes ont compté seulement avec l'appui décidé du soi-disant Parti Communiste et de ses colatéraux qui intentèrent alors par cette voie d'installer un régime pro-soviétique dans notre Patrie.

Le peuple uruguayen n'a pas oublié et n'oubliera pas l'énorme responsabilité qu'a le soi-disant Parti Communiste uruguayen dans la préparation et le postérieur déchaînement du coup militaire. On connaît bien le travail d'infiltration dans l'économie, dans les forces politiques, dans l'appareil d'Etat, et surtout dans les Forces Armées et la police qu'a réalisé l'impérialisme russe pendant de nombreuses années dans notre pays.

Le putsch fut impulsé par la cinquième colonne du social-impérialisme préalable à tout un travail de destabilisation. Malheureusement, quelques secteurs patriotiques, qui se sont vu confondus et trompés, furent entraînés dans l'aventure.

Il est important de montrer et d'expliquer comment la politique expansioniste et de domination de l'impérialisme russe - principal ennemi des peuples du monde et principal danger de guerre - s'étend sur nos côtes, l'Atlantique Sud et menaçant notre existence nationale.

Mais les Partis nationaux, Blanco et Colorado, notre Parti et d'autres Partis ont défini une claire attitude anti-putsch et ont appuyé décidément la Grande Grève Générale de l'année 73, en dénonçant à la fois le caractère anti-national et anti-démocratique du putsch.

Avec le temps, la résistance anti-dictatoriale s'est fait chaque fois plus ferme face à la politique répressive, anti-populaire, anti-démocratique et anti-nationale de la dictature. D'autre part, la situation internationale a été défavorable à la dictature qui a vu se réduire à un minimum son champ de manoeuvre et sa capacité d'alliance, ce qui l'a conduit à un isolement presque total sur le plan international. Et cette situation accentue les contradictions internes de la dictature.

L'ensemble de tous ces aspects configure un terrain très fragile et instable sur lequel s'élève la dictature. La profonde faiblesse politique et institutionnelle du régime aggrave la situation d'instabilité dans laquelle on se meut.

La poignée des grands financiers qui constituent la base économique et sociale de la dictature veut se maintenir à n'importe quel prix au pouvoir et pour cela recourt à la repression et au terrorisme comme unique moyen. Cette incapacité d'offrir des solutions et de se maintenir au pouvoir seulement par l'oppression et le terrorisme a épuisé politiquement le régime. Pour cela, notre Parti affirme que la dictature est en train d'arriver à sa fin et appelle le peuple à se préparer et à se mobiliser pour la renverser.

Dans ce processus on a accumulé des conditions qui rendent possible des changements politiques importants. Dans la situation politique actuelle on peut percevoir des signes clairs de probables changements. La perspective de ceux-ci semblerait aller vers une plus ou moins grande ouverture politique.

Notre Parti pense que, si ces changements s'opèrent, le facteur déterminant de ceux-ci a été, est et sera dans la lutte héroïque des masses populaires pour la démocratie, et, surtout l'héroïque lutte de la classe ouvrière uruguayenne, force d'avant-garde dans tout ce processus.

Depuis longtemps notre Parti a signalé la possibilité que l'actuelle dictature soit renversée et substituée par un nouveau gouvernement de transition, qui ouvre le pas à une période de démocratisation et l'amélioration du niveau de vie des masses. Actuellement, cette possibilité s'accroît. Si ce processus se réalise notre Parti appuiera toutes les conquêtes démocratiques qui seront obtenues et cherchera à les élargir.

Mais notre Parti est convaincu - et l'a exprimé en différentes occasions - que le plus favorable pour la classe ouvrière et le peuple " oriental ", est que le renversement de la dictature soit la conséquence directe de la lutte des grandes masses populaires. C'est pour cela que nous réitérons notre vieux plan - qui dans les circonstances actuelles a de nouvelles forces - de la nécessité de renverser la dictature par le moyen de la grève générale.

Actuellement, il existe des conditions favorables pour la préparation d'une grève générale de masse avec le but de renverser la dictature et ouvrir le chemin à une période de démocratisation, à un développement économique et à l'Indépendance Nationale. Pour la conquête de ces buts, la classe ouvrière uruguayenne a, non pas seulement l'intérêt historique comme classe d'avant-garde, sinon aussi comme axe d'un grand mouvement national dont les drapeaux sont la liberté et la souveraineté pour obtenir une Patrie Juste, Libre et Souveraine.

Notre Parti développe une politique d'unité d'action basée sur la nécessité d'obtenir l'unité nationale pour lutter pour la démocratie, le développement économique et le bien-être du peuple, pour la défense de la souveraineté nationale et contre l'hégémonisme et l'exploitation impérialiste. Nous luttons pour obtenir une réelle démocratie, de meilleures conditions de vie, et du travail pour tous, pour une politique extérieure indépendante et inscrite dans le Tiers-Monde auquel notre pays appartient par droit propre.

En accord avec cela, la tâche centrale du Parti, axe de toute notre politique, est de concrétiser l'unité de toutes les forces authentiquement nationales pour la défense de la Patrie.

Pour cela nous insistons sur la nécessité de la chute de la dictature et sa substitution par un gouvernement de Coalition Nationale qui porte en avant les points suivants :

- 1) Elections pleinement démocratiques;
- 2) Dérogation des lois répressives;
- 3) Liberté des prisonniers politiques;
- 4) Cessation de la repression, la torture et des persécutions;
- 5) Liberté d'organisation du mouvement ouvrier;
- 6) Augmentation des salaires et création de nouvelles sources de travail;
- 7) Défense de l'industrie nationale;
- 8) Protection des agriculteurs et des éleveurs;
- 9) Défense de la souveraineté nationale, pour une politique extérieure indépendante dans la défense du Tiers-Monde. Politique de Non-Alignement conséquente. Dénonciation de l'hégémonisme, l'expansionisme russe et de l'impérialisme Nord-Américain, et de ses activités dans notre pays.

Sur ces bases, nous croyons qu'il est possible d'obtenir le développement d'un large mouvement national dont peut faire parti tous les secteurs et forces sociales et politiques, l'Eglise Catholique et l'Eglise Protestante, les grands Partis nationaux, Blanco et Colorado, la Démocratie Chrétienne et d'autres partis nationaux, ainsi comme les secteurs démocratiques et nationalistes des Forces Armées.

A partir de maintenant s'ouvrent d'excellentes perspectives pour qu'à partir de l'unité, de la fermeté et de la combativité des grandes masses, commence une période qui permette d'approfondir le processus d'Indépendance National, et qui serve de pas préalable à l'étape de la Révolution Nationale Démocratique et Populaire.

Le Comité Central
du Parti Communiste Révolutionnaire
d'Uruguay (P.C.R.).